

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JOFFRE TRAVAUX PUBLICS

La Garrigue
30580 Seynes

Références : -
Code AIOT : 0006600798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement JOFFRE TRAVAUX PUBLICS implanté La Garrigue Fontinelle 30580 Vallérargues. L'inspection a été annoncée le 30/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JOFFRE TRAVAUX PUBLICS
- La Garrigue Fontinelle 30580 Vallérargues
- Code AIOT : 0006600798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire à ciel ouvert, extraction à l'explosif. Présence d'installations de traitement fixes. Production de matériaux à destination de l'activité de TP de l'entreprise et pour commercialisation.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Explosifs
- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter est affichée à l'entrée de la carrière ainsi qu'un plan de circulation.

La carrière dispose d'un forage utilisé pour l'eau des sanitaires (filtration + traitement ultra violet) et l'abattage des poussières, le volume prélevé est d'environ 3000 m³/an. Présence d'une fosse sceptique avec zone d'épandage à l'ouest du local sanitaires.

Le gisement situé sur le front ouest est de très mauvaise qualité, M Joffre déclare ne plus l'exploiter pour l'instant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 9.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CONSISTANCE DES INSTALLATIONS CLASSÉES	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.4	Sans objet
2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.5	Sans objet
3	Entretien de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 2.1.4 & 2.1.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	& Equipements abandonnés		
4	Eau industrielle	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.4	Sans objet
5	LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.7	Sans objet
6	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 7.2.1.2	Sans objet
7	Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 9.3.1	Sans objet
9	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit équiper tous ses engins d'extincteurs afin de prévenir tout risque d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Ngf
Prescription contrôlée : Épaisseur d'extraction maximal 30 m Côtes limites NGF d'extraction 292 m
Constats : Le point le plus bas du carreau se situe actuellement au niveau de la buse d'évacuation des eaux de ruissellement à 292 m NGF, le niveau maximum d'extraction autorisé est atteint, l'exploitant ne doit pas descendre plus bas. Il y a actuellement deux fronts de 15 m en "u inversé" orientés nord / sud, l'épaisseur d'extraction maximale de 30 m est donc respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Puissance des installations
Prescription contrôlée : Situation des installations autorisées 622 KW
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection une facture EDF avec une puissance souscrite de 290 kw, la prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien de l'établissement & Equipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 2.1.4 & 2.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : Art 2.1.4: L`établissement et ses abords doivent être tenus dans un état de propreté satisfaisant. Art 2.1.5: Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : La carrière est propre, aucun équipement abandonné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eau industrielle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Il n'y a pas de rejet d'eau industrielle.
Constats : Les installations de broyage / concassage / criblage fonctionnent à sec, il n'y a aucun rejet d'eau industrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : LIMITATION DES REJETS AQUEUX (EAUX PLUVIALES)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Eau

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets d'eaux doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 • la température doit être inférieure à 30°C • les matières en suspension totale (MEST) doivent avoir une concentration inférieure à 35 mg/l (Norme NFT90105) • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) doit avoir une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90101) • les hydrocarbures doivent avoir une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90114). <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg/ Pt/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement de la carrière sont évacuées via une buse vers 3 bassins de décantation en surverse les uns des autres et situés à l'ouest de l'installation.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un rapport d'analyses de l'eau du Laboratoire Développement Méditerranée (Rapport n° 20237097) datant du 29/11/2023, toutes les valeurs sont conformes, la température n'est pas mentionnée, le prélèvement datant du mois de novembre la température de l'eau ne pouvait pas être supérieure à 30°.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Technique de décapage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 7.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Décapage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les matériaux issus du décapage sont stockés dans la partie est de la carrière au niveau 317 NGF. Ces matériaux sont constitués d'un mélange d'argile et de calcaire pour les stériles.</p> <p>L'exploitant déclare que la terre végétale est stockée à proximité, l'inspection n'a pas pu constater sa présence, effectivement de nombreux ronciers ont repris sur cette zone de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 9.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>

Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci. Un moyen de communication able permettant d'alerter les secours (téléphone portatif par exemple) doit existe rsur le site. Des consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, etc ...) seront afchées à proximité de ce moyen de communication. Une attention particulière à la prévention des risques d'incendie en milieu boisé doit être portée (consigne permanente auprès de l'exploitant).
Constats : Les consignes de sécurité permettant d'alerter les moyens d'intervention extérieurs (n° de téléphone des sapeurs-pompiers, gendarmerie, médecin, etc ...) sont afchés au niveau du shelter du pont bascule. Ce shelter est équipé d'une ligne téléphonique fixe et tous les employés disposent d'un téléphone mobile.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2002, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'inspection a pu consulter le registre de sécurité, les extincteurs du site ont été contrôlés en juillet 2024 par la société La Protection Sécurité Incendie. Toutefois les engins présents sur le site ne sont pas équipés d'extincteurs, en cas de départ de feux sur un de ces engins le délai d'intervention serait trop long.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait installer des extincteurs dans tous les engins.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Règlement reach FDS

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un silo contenant de l'émulsion bitumineuse utilisée pour la construction de routes. L'exploitant a fourni la FDS, ce produit n'est pas nocif pour l'environnement. Le silo est positionné sur un bassin de rétention étanche.

Type de suites proposées : Sans suite